

Arrêté N° 2024\_00253\_VDM

**SDI 22/0554 - ARRÊTÉ DE MAINLEVÉE DE MISE EN SÉCURITÉ - PROCÉDURE URGENTE -  
39 RUE THUBANEAU - 13001 MARSEILLE**

**Nous, Maire de Marseille,**

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2131-1, L2212-2, L2212-4 et L2215-1,

Vu les articles L511.1 et suivants ainsi que les articles L521.1 à L521.4 du code de la construction et de l'habitation,

Vu les articles R511.1 et suivants du code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté n° 2023\_01497\_VDM du 23 mai 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Patrick AMICO, adjoint en charge de la politique du logement et de la lutte contre l'habitat indigne,

Vu l'arrêté de mise en sécurité – procédure urgente n° 2022\_02963\_VDM, signé en date du 6 septembre 2022, qui interdit pour raison de sécurité l'occupation des appartements de l'immeuble sis 39 rue Thubaneau - 13001 MARSEILLE 1ER,

Vu l'arrêté portant modification de l'arrêté de mise en sécurité – procédure urgente n° 2022\_03060\_VDM, signé en date du 21 septembre 2022, permettant à nouveau l'occupation des appartements de l'immeuble sis 39 rue Thubaneau - 13001 MARSEILLE 1ER,

Vu l'attestation établie le 24 novembre 2023, par le bureau d'études techniques ELEVEN, représenté par Monsieur Jean François OUEDRAOGO, domicilié Actiparc 2 – Bâtiment D1 – Chemin St Lambert – 13821 LA PENNE SUR HUVEAUNE,

Vu le rapport de visite dûment établi par les services de la Ville de Marseille en date du 22 janvier 2024, constatant la réalisation des travaux de mise en sécurité d'urgence mettant fin durablement au danger dans l'immeuble sis 39 rue Thubaneau - 13001 MARSEILLE 1ER,

Considérant l'immeuble sis 39 rue Thubaneau - 13001 MARSEILLE 1ER, parcelle cadastrée section 801D, numéro 0107, quartier Belsunce, pour une contenance cadastrale de 3 ares et 44 centiares,

Considérant qu'il ressort de l'attestation établie par le bureau d'études techniques ELEVEN, représenté par Monsieur Jean-François OUEDRAOGO, que les travaux de réparation définitive ont bien été réalisés dans l'immeuble sis 39 rue Thubaneau - 13001 MARSEILLE 1ER,

Considérant que la visite des services municipaux, en date du 22 janvier 2024, a permis de constater la réalisation effective des travaux mettant fin à tout danger,

## ARRÊTONS

### Article 1

Il est pris acte de la réalisation des travaux de réparation définitifs attestés le 24 novembre 2023 par le bureau d'études techniques ELEVEN, dans l'immeuble sis 39 rue Thubaneau - 13001 MARSEILLE 1ER, parcelle cadastrée section 801D, numéro 0107, quartier Belsunce, pour une contenance cadastrale de 3 ares et 44 centiares, appartenant, selon nos informations à ce jour, en toute propriété à la

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité – procédure urgente n° 2022\_02963\_VDM, signé en date du 6 septembre 2022, ainsi que de l'arrêté portant modification de l'arrêté de mise en sécurité – procédure urgente n° 2022\_03060\_VDM, signé en date du 21 septembre 2022, est prononcée.

### Article 2

A compter de la notification du présent arrêté, l'immeuble peut à nouveau être utilisé aux fins d'habitation. Les loyers ou indemnités d'occupation seront à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suivra la notification et/ou l'affichage du présent arrêté.

### Article 3

Le présent arrêté sera notifié sous pli contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception, au propriétaire de l'immeuble tel que mentionné à l'article 1.

Le présent arrêté sera affiché en mairie de secteur ainsi que sur la façade de l'immeuble. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la Ville de Marseille.

### Article 4

Le présent arrêté sera transmis au Préfet du Département des Bouches-du Rhône, à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence, à la Direction de la Voirie, au Bataillon de Marins Pompiers, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement, et au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du lieu de situation de l'immeuble.

### Article 5

Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

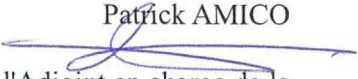
**Article 6**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification d'un recours gracieux devant le Maire.

Le présent arrêté peut faire l'objet de recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Patrick AMICO

  
Monsieur l'Adjoint en charge de la  
politique du logement et de la lutte contre  
l'habitat indigne

Signé le : 26/10/2024

